

BILLET DE BLOG 4 juin 2026

Au-delà des crises : ce que Bonn révèle sur l'avenir de la coopération climatique

Auteurs

Marta Torres Gunfaus

Directrice du programme Climat

Anna Pérez Català

Responsable de recherche, Gouvernance climatique internationale

Adèle Tanguy

Chercheuse, Adaptation au changement climatique

Hélène Van Rossum

Responsable de recherche sur la diplomatie et les politiques pour le climat

🕒 Temps de lecture: 11 min



Alors que les négociateurs s'apprêtent à se réunir à Bonn pour la Conférence annuelle sur les changements climatiques (SB64, 8-18 juin 2026)[1](#), la véritable question n'est pas de savoir si la coopération climatique progresse, mais plutôt où et comment. Bonn doit donc être envisagée non seulement comme une session de négociation, mais comme une étape de contrôle dans l'évolution plus large de la gouvernance climatique vers la mise en œuvre, dans un contexte de plus en plus contesté. Quelles questions techniques et géopolitiques méritent une attention particulière ?

Une nouvelle vague de coopération internationale

Le monde est dans un état de crise permanente. Pourtant, en parallèle de ces turbulences, une autre dynamique est à l'œuvre. Les pays ne s'adaptent pas seulement aux crises immédiates ; ils répondent aussi à des mutations plus profondes de la géopolitique, de la démographie et à l'impératif de long terme d'assurer développement et prospérité dans le respect des limites planétaires. Les systèmes d'énergie propre se déploient à une échelle inédite, l'accès à des systèmes de cuisson propre progresse en Afrique, les ventes de véhicules électriques s'envolent, notamment en Asie, et les chaînes de valeur mondiales se redessinent au gré de nouvelles priorités industrielles et stratégiques. L'investissement vert est devenu un pilier central de la politique économique.

Cette transformation est de plus en plus visible dans la diplomatie internationale. Des discussions à Davos sur la construction de « coalitions efficaces » à l'influence croissante des BRICS sur le financement du développement et les débats de gouvernance, les pays cherchent de nouvelles façons de coopérer malgré les tensions géopolitiques. Le sommet « Africa Forward », les négociations UE-Inde et l'élargissement de la coopération Chine-Brésil illustrent une même tendance : la coopération devient plus pragmatique, centrée sur l'investissement, le développement industriel et la mise en œuvre plutôt que sur des déclarations politiques.

La diplomatie climatique reflète de plus en plus cette dynamique. Le processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est souvent présenté comme en crise, miroir des tensions plus larges du système international. Pourtant, la coopération climatique reste en mouvement ; plus dispersée, moins visible et de plus en plus axée sur la mise en œuvre. Les préoccupations de sécurité énergétique ont accéléré le déploiement des énergies propres dans de nombreux pays. Le Cadre Net Zéro de l'Organisation maritime internationale (OMI) a regagné un large soutien lors du dernier cycle de négociation, malgré les incertitudes liées à la grave crise du transport provoquée par la fermeture du détroit d'Ormuz. La coopération Brésil-UE-Chine autour de l'intégrité des marchés carbone, des infrastructures résilientes et du développement industriel vert continue de s'élargir. Plus de 100 ministères des Finances intègrent désormais les risques climatiques et la résilience dans leur planification économique centrale.

Comment la conférence de Bonn s'inscrit-elle dans ce tableau ?

Trois agendas de mise en œuvre à surveiller

Transitions énergétiques

Les transitions énergétiques restent au cœur de la diplomatie climatique, et la guerre en Iran génère à la fois des incertitudes et rappelle une nouvelle fois les vulnérabilités liées à la dépendance aux combustibles fossiles. Les discussions de Petersberg (21-22 avril) et de Copenhague (20-21 mai) ont montré combien la sécurité énergétique, la compétitivité et l'action climatique sont désormais étroitement imbriquées. L'électrification, le développement des réseaux, le déploiement des énergies propres et la réduction du méthane sont de plus en plus présentés non seulement comme des priorités climatiques, mais aussi comme des impératifs économiques et stratégiques.

Dans le prolongement de la COP 30 et de la conférence de Santa Marta sur la sortie des énergies fossiles, Bonn accueillera des consultations sur la Feuille de route mondiale de la Présidence de la COP 30 pour l'abandon des énergies fossiles. L'objectif n'est pas de négocier un modèle unique, mais d'identifier des leçons communes, des conditions favorables et des formes de coopération pouvant accélérer des transitions équitables tout en tenant compte des contextes nationaux. Les discussions informelles porteront sur la manière dont cette feuille de route doit être intégrée au processus de la COP.

Le sujet reste politiquement sensible, notamment autour du langage sur la sortie des fossiles. En conséquence, les domaines où le consensus est plus facile — renouvelables, électrification, réseaux, efficacité énergétique — pourraient devenir des points d'entrée importants pour les accords de la COP 31. Le partenariat émergent AIE-COP 31 devrait soutenir cet agenda et relier expertise technique et processus politiques. Les progrès sur la réduction de la dépendance aux fossiles reposeront surtout sur l'élaboration de feuilles de route nationales de transition, notamment les plans d'électrification, les plans de diversification ou plus généralement les stratégies de développement à long terme (LT-LEDS), qui permettront d'identifier des besoins pratiques de coopération et de coordination entre pays.

Commerce et climat

Le commerce illustre particulièrement bien la double nature du moment actuel : montée des tensions géopolitiques et multiplication des opportunités de coopération. La politique climatique est désormais étroitement liée aux stratégies industrielles, aux décisions d'investissement et à la restructuration des chaînes de valeur mondiales. À mesure que les pays mettent en œuvre des politiques industrielles vertes et des mesures commerciales liées au climat, les questions de compétitivité, d'accès aux marchés et d'opportunités de développement deviennent centrales dans la diplomatie climatique.

La COP 30 a marqué un tournant dans l'approche de la CCNUCC. Plutôt que de se concentrer sur les différends autour des mesures unilatérales, les Parties ont reconnu que le commerce peut soit accélérer, soit freiner la mise en œuvre des objectifs climatiques. Cela a conduit à la création du tout premier Dialogue Commerce-Climat sous l'égide de la CCNUCC.

Ce dialogue, qui se réunira à Bonn avec l'Organisation mondiale du commerce, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Centre du commerce international (CCI) aux côtés des Parties, représente une évolution significative du régime climatique. L'attention devrait désormais se porter sur des questions concrètes : là où les politiques commerciales et climatiques se renforcent mutuellement, là où des obstacles persistent, et sur la manière dont la coopération peut aider les pays à tirer parti des retombées économiques de la transition. Cela reflète un changement plus profond de la diplomatie climatique : passer de la négociation d'engagements à l'identification et la levée des obstacles à la mise en œuvre. Néanmoins, l'efficacité de ces efforts reste étroitement liée à la solidité et à la crédibilité du régime de gouvernance commerciale internationale.

Infrastructures résilientes

Un troisième axe émergent est celui des infrastructures résilientes. Si l'adaptation a longtemps fait partie des négociations climatiques, les infrastructures résilientes sont désormais reconnues comme un enjeu économique et stratégique qui dépasse largement la communauté climatique. Elles attirent une attention croissante des institutions de développement, des ministères des Finances, des pays des BRICS, du G7 — comme en témoigne le récent [communiqué des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G7](#) sur l'instabilité financière face aux catastrophes naturelles — et des assureurs.

L'élan s'accélère rapidement. Avant le G7, des experts ont souligné le déficit croissant de protection assurantielle et l'urgence d'améliorer l'assurabilité ([Solution Paper du T7](#)) dans un monde de risques climatiques croissants, ainsi que le rôle que les assureurs peuvent jouer pour soutenir l'investissement dans des infrastructures résilientes. Parallèlement, plusieurs initiatives se développent, par exemple la Coalition pour des infrastructures résilientes aux catastrophes, qui prépare sa Stratégie 2040.

La Présidence de la COP 31 a identifié les infrastructures résilientes comme un domaine prioritaire d'action. La [London Climate Action Week \(20-28 juin\)](#) devrait également générer un élan en réunissant acteurs publics et privés autour de

solutions de financement et de mise en œuvre. À l'image du commerce, cet agenda montre que l'action climatique s'articule de plus en plus avec les enjeux économiques, et ne reste pas cantonnée à la seule sphère environnementale.

Au-delà du multilatéral, des efforts plurilatéraux utiliseront Bonn pour identifier de nouveaux membres et angles de coopération, par exemple dans les secteurs dynamiques de l'acier vert ou des [initiatives émergentes de transport de fret](#).

Processus techniques en négociation

En parallèle de ces nouveaux agendas, Bonn reste une session de négociation cruciale, avec une [longue liste de processus](#), dont beaucoup sont essentiels à la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Son rôle consiste de plus en plus à transformer les signaux politiques en mécanismes concrets capables de soutenir l'action.

Un point important portera sur l'opérationnalisation de l'Accélérateur mondial de mise en œuvre, lancé à la COP 30. Les négociateurs commenceront également à définir le nouveau Mécanisme de transition juste, en discutant de sa capacité à soutenir la mise en œuvre tout en tenant compte des différentes réalités nationales.

Bonn accueillera aussi le premier Dialogue des Émirats arabes unis consacré à la mise en œuvre des résultats du Bilan mondial. L'objectif est d'identifier les obstacles, les conditions favorables et les opportunités de coopération dans les domaines de l'atténuation, de l'adaptation et des moyens de mise en œuvre. Ces discussions pourraient donner une première indication de la manière dont les Parties envisagent le deuxième Bilan mondial et son rôle dans l'accélération de l'action ([Iddri, Wuppertal, 2026](#)).

L'adaptation restera également un sujet majeur. Après l'accord sur les indicateurs de Belém à la COP 30, les discussions porteront sur leur mise en œuvre à travers la vision Belém-Addis, un processus visant à tester et harmoniser les indicateurs. Cela pourrait être une occasion décisive pour faire évoluer l'adaptation, en la faisant passer des débats méthodologiques à l'apprentissage concret et à la mise en œuvre.

Enfin, Bonn contribuera à l'opérationnalisation de l'Agenda mondial pour l'action climatique (GCAA) renouvelé. Si certaines priorités de la Présidence, comme l'économie circulaire et la gestion des déchets, attireront l'attention, le GCAA a établi un cadre global couvrant différents secteurs et types de transformations nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Ce cadre est structuré autour de six axes et développé dans des plans concrets — le Plan pour accélérer les solutions (PAS). Bonn offrira l'occasion de faire le point sur ces initiatives et de renforcer la redevabilité de l'Agenda de l'action.

Une étape vers la COP 31

Bonn ne résoudra pas les grandes tensions politiques qui traversent la diplomatie climatique. Et son succès ne devra pas être mesuré uniquement à l'aune des résultats de négociation. Son importance réside dans la capacité à révéler là où la coopération climatique évolue dans un monde fragmenté.

Le régime climatique est de plus en plus appelé à jouer un rôle nouveau : non seulement négocier l'ambition collective, mais aussi identifier les obstacles, mobiliser des partenariats et accélérer la mise en œuvre dans un paysage d'acteurs et d'initiatives toujours plus complexe, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté.

En ce sens, Bonn apparaît moins comme une conférence de gestion des crises que comme un moment charnière pour accompagner la transformation, en veillant à ce qu'elle reste alignée sur l'objectif de 1,5°C et sur les Objectifs de développement durable. C'est l'une des dernières grandes étapes avant la COP 31 et un test important pour savoir si la

vision d'une « COP de l'avenir », centrée sur la mise en œuvre — objectif fixé par les Présidences turque et australienne — peut commencer à prendre forme.

La véritable question n'est plus de savoir si la coopération climatique existe. Elle est de savoir si le système international peut reconnaître, relier et amplifier les multiples formes de coopération déjà émergentes.

1

<https://unfccc.int/sb64>

CLIMATE

CLIMATE INTERNATIONAL NEGOTIATIONS

JUST TRANSITION

TRADE

COP 31